

# APERÇU DES ACTIVITÉS

Mécanisme Mondial pour l'Assurance Indicielle

## Atelier sur une étude de faisabilité de l'assurance indicielle au Cameroun

À la demande du Gouvernement camerounais, la Banque mondiale et la SFI ont réalisé une étude de faisabilité visant à améliorer la connaissance et la compréhension des débouchés commerciaux de l'assurance indicielle. Les conclusions ont été dévoilées à Douala, le 15 décembre 2016, au cours d'un atelier organisé conjointement par le Groupe de la Banque mondiale et l'Association des compagnies d'assurances du Cameroun (ASAC). L'événement a constitué une nouvelle étape marquante pour le

secteur agricole du Cameroun, qui enregistre de plus en plus de chocs liés au changement climatique. En 2015, ce secteur a représenté 20% du PIB national, soit environ 6 milliards de dollars, et employé 54% de la population. Même si plus de 12 millions de Camerounais dépendent de l'agriculture pour leur subsistance, les principaux moyens auxquels ils ont recours pour atténuer les risques agricoles se limitent à éviter les risques et autres approches informelles telles que le sous-investissement dans les intrants agricoles.

Reconnaissant qu'il existe des possibilités dans le secteur de l'agro-assurance au Cameroun, l'étude de faisabilité a pour principal objectif de procéder à une cartographie de la chaîne de valeur afin d'évaluer les opportunités d'assurance indicielle le long des chaînes de valeur du coton, du maïs, du bétail et du sorgho. Elle vise également à catalyser et à renforcer le développement d'un marché durable de produits d'assurance agricole. En outre, les résultats devraient également compléter deux projets de la Banque mondiale au Cameroun: un projet d'investissement agricole et de développement des marchés et un projet de développement de l'élevage.

Un autre élément de l'étude est l'accent mis sur l'existence d'un environnement favorable qui permettrait le développement d'un marché de l'assurance agricole. Dans le cadre de la zone CIMA, le Cameroun a largement adopté les cadres réglementaires de la micro-assurance, puisque la notion d'assurance indicielle a été introduite en 2012. La sous-région a bénéficié du soutien technique et financier du Mécanisme mondial pour l'assurance indicielle (GIIF) pour l'étude de la micro-assurance au niveau régional, qui a débouché sur le 7<sup>ème</sup> livre de CIMA qui permet de réaliser les opérations de micro-assurance, y compris de l'assurance indicielle.

L'événement a rassemblé plus de 55 participants : quatre ministères (Finances, Agriculture, Économie et Élevage), dix compagnies d'assurance locales et internationales, huit banques locales et régionales et des institutions de microfinance, un institut national de recherche en agriculture, des fournisseurs d'intrants, des coopératives d'agriculteurs, une société paraétatique Sodeocoton ainsi que des partenaires au développement, notamment la Banque africaine de développement (BAD) et la Coopération allemande pour le développement (GIZ). L'atelier a également servi de forum pour les parties prenantes qui ont pu examiner les possibilités et les défis pour le développement d'un marché de l'assurance agricole au Cameroun. Leurs apports sont essentiels à la mise en œuvre du projet pilote de produits d'assurance indicielle pour le coton, le maïs, le sorgho et l'élevage qui débutera en 2017. Les avantages du projet pilote devraient bénéficier à plus de 70 000 agriculteurs et éleveurs d'ici 2019. Pour assurer le succès du projet pilote, le GIIF s'engage à sensibiliser la population à l'assurance indicielle, à fournir un soutien financier afin de réduire le coût de l'assurance agricole, de développer l'infrastructure des données et de renforcer les capacités des parties prenantes locales.



Photo par la Banque Mondiale